



CANADA

## DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

N° 67/29

### LA LUTTE CONTRE LA FAIM

Discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Paul Martin, au banquet de clôture du Colloque des Jeunes sur l'alimentation et le progrès dans le monde. Hôtel Royal York, Toronto, 15 septembre.

Je ne pourrai jamais assez dire à quel point je suis favorable à l'objectif qui nous réunit ce soir. Je ne pourrai non plus jamais exprimer tout le bien que je pense des personnes qui ont organisé cette conférence. L'un des plus graves dangers auxquels nous devons faire face, et il peut devenir aussi horrifiant que la destruction par les armes nucléaires, c'est le spectre d'un monde qui meurt de faim. Les parrains de cette conférence et des "colloques" qui l'ont précédée ont trouvé une formule pratique pour lancer la vitalité, l'enthousiasme et l'idéalisme de la jeunesse à l'assaut du problème mondial de la famine.

C'est là le projet du Centenaire entrepris par Massey-Ferguson. Il fait honneur à un nom canadien réputé. Je ne vois pas de meilleure façon de célébrer le centenaire de la Confédération.

Le regain d'activité du monde agricole, dans tous les coins de l'univers, répercutera le succès de cette conférence. On verra là un autre exploit dans la course au progrès déjà lancée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Je me souviens très bien de la signature, il y a près de 22 ans à Québec, de la constitution de la FAO. Le geste s'appuyait sur l'espoir, inspiré par la Charte de l'Atlantique, que la paix régnerait, apportant l'assurance à tous les peuples de tous les pays qu'ils pourraient vivre à l'abri de la misère et du besoin. Jusqu'ici, ce noble espoir est resté vain.

Des milliards ont été consacrés à l'aide extérieure; l'énergie et le dévouement d'organismes comme la Campagne de lutte contre la faim, et des années d'activité dans ce domaine de la part d'organismes internationaux n'ont pas empêché l'existence d'un fait cruel et actuel: encore aujourd'hui, il y a plus de bouches affamées dans le monde qu'il n'y en a jamais eu dans l'histoire.

La sous-alimentation est l'ombre qui plane sur la vie de millions d'enfants en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Elle les guette avant leur naissance et les conduit prématurément à la tombe, après les avoir suivis durant leur courte existence. La famine ne cesse de ravager les plaines de l'Asie. Il y a même lieu d'admirer les nations ainsi harcelées qui sont

parvenues à progresser au cours des vingt dernières années. Quelles étapes franchiraient-elles, si elles n'avaient pas cet énorme boulet au pied.

Les statistiques mondiales au sujet des vivres crient la désespérance! On nous prédit que durant les prochaines années la faim fera plus de victimes que toutes les guerres de l'histoire. Au-delà de 2,200 millions d'habitants des pays en voie d'évolution ont faim et plus de la moitié souffrent de malnutrition. Les réserves de blé, jadis considérées excessives dans certains pays exportateurs importants, comme le Canada, ont été drainées au point de ne pouvoir promettre qu'un minimum. Si rien ne vient changer le cours des choses, les treize pays en voie de développement, qui manquent déjà sérieusement de céréales, pourraient s'attendre à une disette de trente millions de tonnes par année, vers le milieu des années 1970. Ces nations, qui souffrent à l'heure actuelle de déficits chroniques de leur balance des paiements, pourraient se voir dans l'obligation de dépenser sept milliards et demi de dollars, en devises étrangères dès 1975, pour importer des denrées alimentaires. Le résultat serait un ralentissement du progrès économique dans des secteurs de première importance.

Les relevés statistiques révèlent que, pour le moment, le monde ne connaît pas de pénurie d'aliments par personne, si l'on parle de calories ou de protéines. Néanmoins, dans les pays en voie d'évolution, là où vivent les deux tiers des habitants de la terre, on souffre de sous-alimentation et de malnutrition.

Le très grave problème de l'alimentation, qui d'ailleurs prend de l'ampleur, tient à la mauvaise distribution des réserves alimentaires entre les divers pays, et, à l'intérieur des pays, entre les familles à revenus différents.

La conclusion est évidente: cette carence se situe au niveau de l'organisation humaine. Les hommes de notre temps ont besoin qu'on leur montre comment échapper aux affreuses contraintes de la faim.

Les terres ne manquent pas. A l'aide de programmes rationnels d'irrigation et de lutte contre l'inondation, grâce à l'emploi d'engrais et aux progrès technologiques, des millions d'acres de terre peuvent être amenées à donner un rendement excellent.

Nous pouvons tirer avantage des progrès de la technologie de mille et une façons: pour exploiter les ressources inouïes de la mer, créer de nouvelles variétés de céréales, et améliorer le menu et le gros bétail afin d'accroître la production de viande et de lait.

Nous avons les ressources humaines, en très grande abondance. A chaque année, par exemple, des milliers d'étudiants d'outre-mer qui fréquentent nos universités canadiennes démontrent leur capacité et leur volonté d'employer toute la gamme de leurs connaissances à résoudre les problèmes de leur pays natal. S'ils avaient les capitaux et les outils nécessaires, il n'y a aucun doute qu'ils pourraient y parvenir.

Pour la première fois de l'histoire, nous avons les connaissances voulues pour résoudre ce problème séculaire. Mais il nous faut créer la volonté d'utiliser ces connaissances au profit de l'humanité.

On nous dit que des transformations sociales s'imposent, mais qu'elles doivent se réaliser progressivement. Nous savons que les méthodes désuètes d'agriculture ne parviennent pas toujours à tirer le meilleur profit de la terre, mais ces vieilles méthodes, qui ont servi de père en fils, ne peuvent pas s'adapter du jour au lendemain aux dictées d'une science étrangère.

Toutefois, en face des conséquences désastreuses de la famine chronique, dont les effets sont plus dévastateurs que le champignon d'une explosion nucléaire, nous devons, certes, brûler d'impatience, nous devons exiger que l'on mette fin à l'apathie qui entrave les progrès de l'humanité.

Les chefs de file sont indispensables. Seuls des hommes et des femmes conscients du caractère critique et urgent de cet état de choses peuvent fournir l'inspiration et l'orientation qui nous sauveront de la faim et de la maladie pour nous acheminer vers l'abondance et la santé. Ceux qui ne sont pas prêts à relever le défi que représente cette tâche ne sont pas dignes d'occuper des postes de commande. Les chefs de file doivent avoir la clairvoyance et la sagesse nécessaires, non seulement pour faire face aux crises sans cesse renaissantes, mais aussi pour entraîner leur population à résoudre le problème capital de notre époque.

Il se peut qu'aux yeux du public l'envergure de la crise mondiale de l'alimentation ne paraisse pas aussi alarmante que la menace de la guerre. L'homme moyen, bourré de données statistiques, a du mal à s'émouvoir pour des choses qui n'arriveront que dans 50 ans, dans 10 ans, voire dans 5 ans. Mais on ne peut faire comme si la faim et les maux qu'elle engendre n'existaient pas, car ils sèment, dès aujourd'hui, les crises et les conflits auxquels, demain, chacun de nous devra faire face.

Le déséquilibre continu entre les sociétés opulentes et celles qui n'ont jamais de quoi satisfaire leur faim exige de trop grands efforts d'un monde qui est déjà en proie à des pressions dangereuses. Si nous voulons soulager cette surtension, nous devons faire preuve de décision et de sagesse pendant qu'il en est encore temps.

Au Canada, nous nous préparons, en ce moment, à jouer le rôle d'une grande nation agricole. Nous avons largement contribué à diminuer la disette de vivres partout dans le monde: l'année dernière, nous avons donné au-delà de 100 millions de dollars en blé et nous nous sommes engagés à fournir 10 p. 100 des ressources du Programme alimentaire mondial.

Cette année, nous avons quelque soixante conseillers agricoles disséminés dans dix-sept pays différents. Ce sont des hommes pratiques qui s'emploient à résoudre des problèmes d'ordre pratique. Au Kenya, ils sont en train de mettre au point une nouvelle variété de blé qui résiste à la rouille; dans l'Afrique de l'Ouest et dans l'Afrique centrale, ils aident à combattre la peste bovine; en Corée, ils contribuent à l'établissement de nouveaux pâturages; en Thaïlande, ils collaborent à la création de nouvelles facilités d'enseignement agronomique. D'autres Canadiens, qui servent sous l'égide d'organismes non-gouvernementaux, travaillent au creusage de puits dans les régions assoiffées et affamées de l'Inde et participent à la lutte organisée en Asie contre les pertes de denrées alimentaires et contre la vermine et la pourriture qui en sont la cause.

Nos projets d'assistance-équipement visant à développer l'agriculture ou les pêcheries dans 20 pays, atteignent presque 15 millions de dollars. En dehors de notre Programme d'aide alimentaire, nous projetons d'expédier aux pays d'outre-mer, au cours des années 1967 et 1968, des engrais et leurs éléments chimiques pour une valeur de plus de 22 millions de dollars.

Mais nous savons que ce n'est là qu'une partie de la solution aux problèmes à long terme de l'insuffisance agricole. Il reste beaucoup à faire.

De concert avec d'autres pays, nous devons fournir les écoles et les institutions culturelles qui rendent la vie à la campagne enrichissante pour les jeunes hommes et femmes qui ont de l'ambition et du coeur. Une fois le sol prêt, et les machines, les engrais, les graines de semence et le bétail disponibles, nous devons nous assurer que les méthodes et les techniques ont été mises au point.

Mais il nous faut aller encore plus loin. En coopérant avec d'autres pays, nous espérons hâter l'avènement d'accords internationaux sur les cours des denrées et la création de marchés auxquels les matières premières des pays moins développés auront plus facilement accès. Chaque cultivateur doit être assuré que son travail et l'argent qu'il a investi dans son commerce lui rapporteront des revenus satisfaisants.

Notre devoir primordial consiste à trouver les moyens de donner du pain à ceux qui ont faim en faisant fructifier la terre pour qu'elle puisse nourrir tous les hommes. Toutes les énergies humaines doivent se consacrer à cette tâche, car si nous échouons, tous nos efforts deviendront inutiles.

Pour relever ce défi, le Canada est en train de modifier son programme d'aide. En dépit de l'amélioration des communications et des relations étroites que le Canada entretient avec ses partenaires dans la tâche du développement, on ne sait pas assez de quelle manière notre expérience et nos moyens particuliers peuvent répondre aux besoins des pays étrangers. Nous prenons des dispositions afin de remédier à cette situation. Le mois prochain, nous enverrons en Inde une équipe de spécialistes canadiens de l'agriculture sous la direction du doyen de l'une de nos meilleures écoles d'agriculture; leur tâche consistera à recommander des domaines bien définis dans lesquels le Canada, avec ses techniques, son expérience et ses produits, peut organiser de meilleurs programmes d'assistance. Nous espérons que d'autres nations suivront notre exemple et que les pays qui ont besoin d'aide feront bon accueil à cette initiative.

En dépit de vingt ans de collaboration, nos deux mondes sont encore beaucoup trop éloignés. Il nous incombe, à nous des pays dont l'économie est développée et prospère de faire comprendre à nos compatriotes à quel point la situation est grave. Ceux qui luttent contre vents et marées dans les pays en voie de développement doivent tirer meilleur parti des avantages que leur offre la collaboration économique.

A eux seuls, les programmes d'aide des gouvernements ne peuvent résoudre tous les problèmes du sous-développement. Il est nécessaire de mobiliser toutes les ressources disponibles et, à cette fin, le gouvernement doit se tourner vers le secteur privé pour la mise en oeuvre des ressources économiques et de l'esprit d'initiative.

Nous avons sous la main de vastes ressources en capitaux et en connaissances scientifiques. Nous devons trouver les moyens d'utiliser ces capitaux et cette science à solutionner des problèmes qui dépassent de loin nos frontières nationales. Il y a une foule de jeunes gens qui, munis d'une formation scientifique, sont impatients d'aller oeuvrer outre-mer dans le cadre de la collaboration internationale pour le développement.

Ceux qui travaillent dans les laboratoires de recherches, comme ceux qui sont aux leviers de commande de l'État, comptent sur la jeunesse et l'élan qu'elle peut fournir à la cause du développement. Le Canada encourage entièrement les jeunes qui veulent servir cette cause, que ce soit sous l'égide des programmes de notre Bureau de l'aide extérieure ou par des voies non gouvernementales comme le Service universitaire canadien outre-mer. Dans le monde entier, les jeunes doivent être mis en mesure d'apporter des idées neuves à la solution de ces vieux problèmes.

Vous vous trouvez profondément engagés; c'est vous qui êtes le plus en mesure de mener le combat et c'est vous qui avez le plus à perdre si la victoire contre la faim n'est pas remportée.

Mais ce n'est pas seulement vers vous que nous devons nous tourner. Tous ceux qui occupent des postes de commande doivent relever le défi.

Il n'y a plus de place dans le monde pour les neutres ou les spectateurs passifs dans cette guerre déclarée contre le besoin. Nous sommes tous en cause. Nous souffrirons tous si cette guerre n'est pas gagnée. Nous recueillerons tous des avantages de la victoire et j'espère que nous en verrons les fruits dans la présente génération.

---

S/C